

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20072 - 77ÈME ANNÉE

Un événement historique renforce l'intérêt de la conférence aujourd'hui à Saint-Pierre du professeur Oraison sur l'affaire des Chagos

Les Chagossiens embrassent leur terre à Peros Banhos et rendent hommage à leurs chers disparus

Le bateau affrété par le gouvernement mauricien pour transporter la première mission scientifique de Maurice aux Chagos a permis à une délégation chagossienne conduite par Olivier Bancoult de poser le pied sur l'île de Peros Banhos. Île natale d'Olivier Bancoult, elle a été vidée de ses habitants depuis plus de 50 ans, en raison de la création de la base militaire de Diego Garcia à plus de cent kilomètres de là. Les Chagossiens ont embrassé leur terre puis ils ont nettoyé les tombes de leurs chers disparus et déployé leur drapeau tricolore orange-noir-bleu. Souhaitons que cela soit le prélude au retour définitif des Chagossiens dans leur pays, notamment à Diego Garcia qui réunit les conditions les plus favorables à une réinstallation rapide.

Aujourd'hui à 14 heures à la salle Lucet Langenier, le Professeur André Oraison tiendra sous l'égide du Mouvement réunionnais pour la Paix une conférence intitulée « Affaire des îles Chagos : la condamnation du Royaume-Uni par la Cour de La Haye le 25 février 2019 et ses incidences en matière de décolonisation dans le bassin sud-ouest de l'océan Indien ». Suite à une démarche de l'État



de l'île Maurice, la Cour internationale de Justice avait en effet rendu un avis confirmant l'occupation illicite de l'archipel par le Royaume-Uni. Le maintien de cette occupation se traduit par le refus réitéré de Londres de permettre le retour des Chagossiens dans leur pays dont ils ont été déportés en raison de la construction de la base militaire de Diego Garcia. Louée aux États-Unis, c'est une des plus grandes bases militaires du monde, d'où ont décollés les bombardiers qui ont semé la mort au Moyen-Orient, en Irak et en Afghanistan et où font escale d'autres vecteurs d'armes de destruction mas-

sive : porte-avions et sous-marins nucléaires.

Cet avis de la Cour internationale de Justice a été confirmé par un vote de l'Assemblée générale des Nations Unies. La communauté internationale exige du Royaume-Uni de déguerpir et de favoriser le retour des Chagossiens.

Hommage aux disparus après avoir embrassé la terre

Le 8 février dernier, le « Bleu de Nîmes » a appareillé des Sey-

chelles. Affrété par le gouvernement mauricien, il comprend à son bord une délégation chagossienne conduite par Olivier Bancoult, dirigeant du Groupe Réfugiés Chagos, accompagné par des officiels mauriciens dont le représentant de Maurice à l'ONU, ainsi que des journalistes de la BBC. L'objectif était une mission scientifique sur le récif de Blenheim. Moins d'une semaine plus tard, Olivier Bancoult adressait un message au Comité de solidarité Chagos-La Réunion : les Chagossiens allaient pouvoir poser le pied à Peros Banhos. Ce fut chose faite. Un reportage de la BBC daté du 13 février montre la délégation chagossienne retrouver avec une vive émotion cette terre dont un peuple fut chassé. La végétation a envahi les ruines des anciennes maisons.

Après avoir embrassé leur terre, les Chagossiens se sont mis aussitôt au travail. Ils ont notamment nettoyé les tombes du cimetière où reposent des disparus. Ces tombes étaient à l'abandon depuis un demi-siècle en raison de la décision du Royaume-Uni de déporter les Chagossiens sans possibilité de revenir dans leur pays.

Le drapeau orange-noir-bleu des Chagos déployé à Peros Banhos

Les Chagossiens ont ensuite déployé leur drapeau sur la terre de leur pays.

Olivier Bancoult a également remercié le gouvernement mauricien de les avoir aidé pour ce voyage.

Souhaitons que cette expédition scientifique soit le prélude au retour définitif des Chagossiens dans leur pays. Avant d'être déportés, les Chagossiens vivaient en paix. Ils n'avaient besoin de personne pour assurer leur bonheur dans leur pays. Abandonnés de tous quand ils furent débar-



qués sur les quais des ports à Maurice et aux Seychelles, parqués dans des bidonvilles à Port-Louis, ils n'ont cessé de se battre et c'est grâce à Paul Vergès que leur cause réussit à devenir internationale. Une conférence organisée au Port a en effet été l'élément décisif. Ceci permit plusieurs années plus tard aux Chagossiens d'être enfin soutenus par le gouvernement de Maurice qui se fit le relais aux Nations-Unies de la revendication du droit au retour, par le biais d'une demande de reconnaissance de souveraineté sur l'archipel.

Le combat continue pour le faire respecter le droit des Chagossiens de vivre dans leur pays. C'est à Diego Garcia que sont en effet réunies les conditions les plus favorables pour une réinstal-

lation rapide. A la différence de Peros Banhos qui est inhabitée depuis 50 ans et qui a vu toutes ses infrastructures détruites, Diego Garcia dispose en effet déjà de nombreux équipements liés à la construction de la base militaire. Il y a notamment un aéroport et un port, ainsi que des facilités en termes de production électrique et d'eau potable.

M.M.

A Saint-Pierre, au Port et à Sainte-Suzanne

Présidentielle : 3 meetings du PCR en faveur de Fabien Roussel

Quelques semaines après la venue dans l'île du candidat du PCF à l'élection présidentielle, le PCR organise trois meetings en sa faveur. Le premier se tiendra le 22 février à 18 heures à Saint-Pierre, au restaurant « le Colibri ».



Dans le cadre de l'élection présidentielle du 22 avril, le Parti communiste Réunionnais tiendra 3 réunions publiques qu'il organise en faveur de Fabien Roussel :

- le 22 février 2022, à 18h, au restaurant « le Colibri », à Saint Pierre.
- le 25 février 2022, à 18h, au 4 rue du Général Emile Rolland, au Port.
- le 4 mars 2022, à 17h au Bocage, Sainte Suzanne.

Coronavirus à La Réunion : l'importation d'Omicron et la contamination massive en janvier qui a suivi responsables de la baisse du nombre de nouveaux cas

L'immunité collective à la COVID par Omicron est bien la stratégie : quel impact parmi les plus de 30 morts par semaine depuis fin janvier ?

Conformément à ce qu'il s'est passé ailleurs dans le monde, Omicron permet à La Réunion d'atteindre un niveau d'immunité collective suffisant pour faire baisser le nombre des contaminations. En affirmant que cette évolution découle des vaccins, les autorités sanitaires ne trompent personne et font silence sur le nombre de morts supérieur à 30 par semaine depuis fin janvier. Si les contaminations diminuent, c'est bien parce qu'il y a de moins en moins de personnes qui n'ont pas été infectées par Omicron. Le nombre sans précédent de morts de la COVID observé depuis fin janvier interroge : est-ce le « dégât collatéral » de cette stratégie ou découle-t-il de contaminations datant d'avant l'éradication du variant delta par Omicron ?

L'État a tenu ce 18 février une conférence de presse sur la situation sanitaire. Elle appelle à quelques commentaires :

Nombre sans précédent de morts passé sous silence : quelle amélioration ?

Dans toute épidémie, l'indicateur principal est celui du nombre de morts. Voici les données communiquées par les autorités sanitaires au cours de ces dernières semaines :

11 janvier : 16 décès les 7 jours précédents

18 janvier : 27 décès les 7 jours précédents

25 janvier : 38 décès les 7 jours précédents

1er février : 31 décès les 7 jours précédents

8 février : 34 décès les 7 jours précédents

15 février : 38 décès les 7 jours précédents

Il est à noter que ces décès concernent des personnes non-vaccinées, ou qui ont reçu une dose de vaccin, deux doses voire trois doses.

Cette vague de mortalité sans précédent ne semble pas émouvoir les autorités sanitaires qui l'ont tota-

lement passée sous silence lors de la conférence de presse tenue ce 18 février à la Préfecture. Pas même un mot pour ces victimes d'une épidémie importée à La Réunion par l'ouverture sans discontinuer de l'aéroport depuis le premier cas importé en mars 2020. 603 personnes ont perdu la vie à La Réunion à cause de cette stratégie. Une maladresse qui fait réfléchir mais qui s'inscrit sans doute dans la stratégie de Paris : ne plus parler des morts et mettre l'accent sur la baisse du nombre des contaminations... les élections approchent et il faut préparer la fin du Pass sanitaire en fonction du calendrier électoral.

L'importation d'Omicron en novembre explique la baisse des nouvelles contaminations aujourd'hui

La variant Omicron a été officiellement importé à La Réunion en novembre par des passagers vaccinés qui avaient satisfait à tous les tests de dépistage avant d'entrer dans notre pays. Peu après, les autorités sanitaires ont donné toutes les autorisations nécessaires à la tenue du Sakifo, festival regroupant pendant trois jours des milliers de fêtards sans respect des mesures de distanciation sur une plage. Les portes de l'aéroport sont également restées grandes ouvertes aux vaccinés qui étaient moins protégés contre Omicron. L'addition de ces différents faits ne pouvait que déboucher sur l'explosion du nombre de cas qui est survenue quelques semaines plus tard.

L'expérience de nos voisins d'Afrique australe, premiers touchés par ce variant, montrait par ailleurs qu'Omicron était moins virulent que ces prédécesseurs, et ne mettait que quelques semaines à éradiquer. Il est également bien plus résistant aux vaccins, car il comporte de très nombreuses mutations de la molécule du coronavirus jugée responsable de l'infection.

Comme en Afrique, la sélection naturelle s'est appliquée à La Réunion et en quelques semaines, Omicron a remplacé le variant delta. Il s'en est suivi un nombre de contaminations record avec un pic à 6500 par jour fin janvier. Tout comme en Afrique, il fallait donc s'attendre à une diminution du nombre des nouvelles contaminations, car le nombre de personnes qui n'a pas été exposé à Omicron diminue chaque jour. C'est pourquoi dire que cette baisse découle des vaccins ne trompe personne, car Omicron contamine aussi bien une personne vaccinée que non vaccinée.

Par ailleurs, depuis 4 semaines, les autorités sanitaires ne communiquent plus le nombre hebdomadaire de cas importés. Cette omerta peut s'expliquer de la sorte : maintenir l'aéroport ouvert pour qu'Omicron entre en masse à La Réunion.

Mais cette stratégie comporte-t-elle un risque qui se traduit aujourd'hui par un nombre de morts du coronavirus sans précédent à La Réunion ? Ces décès découlent-ils de contaminations antérieures à l'éradication du variant delta par Omicron ou ont-ils une autre explication ?

« Trois stimulations » plutôt que trois doses de vaccin pour être immunisé : le discours officiel a changé

Jusqu'à présent, les autorités sanitaires ne cessaient de répéter que la protection contre le coronavirus passait par la multiplication des injections de doses de vaccin. La diminution de validité du Pass sanitaire à 4 mois signifie une injection tous les 3 mois par un médicament à 20 euros pièce payé par les cotisations des travailleurs à la Sécurité sociale. C'était la promotion de la dose « booster ».

Aujourd'hui en conférence de presse, les autorités sanitaires ont changé de discours : « trois stimulations » remplacent trois doses de vaccin. Cela signifie que la contamination à Omicron fait partie des

trois stimulations, ce qu'ont d'ailleurs en substance confirmé ce 18 février les autorités sanitaires. Un élément de plus qui tend à confirmer que l'importation d'Omicron à La Réunion a été utilisée pour compenser l'incapacité des vaccins fabriqués aux Etats-Unis à contrôler l'épidémie.

Aucune explication à la défiance de la population : pourquoi plus de 120000 Réunionnais ont-ils renoncé à leur Pass sanitaire ?

Avec la réduction de 4 à 6 mois de la durée de validité du Pass sanitaire, plus de 120000 personnes en ont été privés le 15 février. Pourtant les autorités sanitaires avaient déployé d'importants moyens de communication pour informer la population de la nécessité de se faire injecter une troisième dose pour garder son Pass sanitaire.

Manifestement, ce message n'a pas été suivi par une part importante des personnes qui, dans un premier temps, avaient fait confiance aux autorités sanitaires. Aucune explication n'a été donnée à ce sujet par les autorités sanitaires. Ceci ne traduit-il pas une crise de confiance de très mauvaise augure pour l'avenir ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Rogré i vien apré la mor

Matant Zélida la ékri Justin

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, si mi suiv azot bien épi la fasson zot lé alarmé, i diré promyé fwoi siklone i suiv inn apré l'ot a la ké lélé, promyé foi, si mi kroi azot la plui i tonm a kassé-brizé par la fote lo soidizan réshofman klimatik, promyé fwa loraze i pète a krazé. Alé oir sanm pou mwin, si mi rapèl bien lo tan passé, l'avé déssèrtènn pèryod téi fé sho, d'ot pèryod la plui téi tonm, d'ote pèryod la sèshrèss, d'ote pèryode avèk in takon siklone épi d'ote l'avé pwin siklone ditou. Donk, kossa la shanjé ? Mwin pèsonèl mi wa pa é siouplé alon lèss bondyé fé son travaye pars na pwin pèrone npou ranplass ali. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz toultan la boush rouvèr, i étone pa mwin d'ou in kalité kozman konmsa. Si mi fé lo rézimé sak ou l'aprè di : sé Bondyé i komann la natir épi bann rouj-de-fon lé ziss kapab krétik a tor é an travèr pou in oui, pou in non. San amène dan lo déba kékshoze sèryé..

Poitan matant vi woi ou mèm dovan oute zyé déga lé z'onm l'aprè fé dsi la tèr é pa arien déor, issi anndan ossi, shé nou. Di amwoin matant si selon ou lé z'onm lé pou arien dann la fasson la natir la dégradé. Di amwoin galman lé z'onm lé pou arien dann fasson in bonpé zoizo épi in bonpé poisson la disparète. Si in zour na pi tang pou shassé, na pi guèp pou rodé, na pi kapissin karème pou péshé d'aprè ou sé Bondyé l'otèr sansa sé l'onm ?

Si in zour na pi la glass dsi pol nor épi na tro la glass dsi pol sid, si la otèr la mèr la monté papa vèye pa koman, lé zonm sar pou arien. Si ou i woi in torti d'mèr l'aprè toufé avèk sashé plastik dann la mèr, lo mond lé pou arien : mèm sak la fé lo sak, épi sak la zète dan la mèr. nous ré pou arien nou alor ?

Matant bann saz in pé tout péi la di sak i fo pa fèr pou pa dégrade vitman la natir é spandan zot lé pa ékouté. Konm demoun i di matant : « Rogré i vien apré la mor ! ». Rogré l'imanité va vni kan sar tro tar. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin